

Commune de Saint Hilaire de Brethmas

B.P 1 30560 Saint Hilaire de Brethmas

☎ 04 66 61 33 59 📠 04 66 61 02 05

DECISION DU MAIRE

N°2023- 13

DECISION PORTANT DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION OCCITANIE POUR LA REALISATION DU SALON DES ARTS 2023

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et suivants,
Vu la délibération n°2020/24 du 04 juillet 2020 portant délégation d'attribution du conseil municipal au Maire, rendue exécutoire par sa transmission en Préfecture le 08 juillet 2020,
Considérant le projet du Salon des arts 2023 d'un montant de 7 000,00€ TTC
Considérant le plan de financement prévisionnel ci-dessous,

CHARGES		PRODUITS	
CHARGES DE COMMUNICATION	1000,00	74 – Subventions d'exploitation (préciser « A » pour acquis ou « S » pour sollicité)	7000,00
Dont :		Dont :	
<i>Frais de réception</i>	<i>500,00</i>	<i>Europe</i>	
<i>Publicité</i>	<i>500,00</i>	<i>Etat – autre</i>	
CHARGES CULTURELLES ET ARTISTIQUES (association ASH)	6000,00	Région – culture (S)	5 600,00
Dont :		<i>Région – autre</i>	
<i>Autres frais de réception (dont cadeau Consul)</i>	<i>1000,00</i>	Commune (autofinancement) (A)	1 400,00
<i>Défraiement artistes</i>	<i>1000,00</i>		
<i>Actions culturelles et artistiques (ateliers, expositions, défilés, ...)</i>	<i>4000,00</i>		
		75 – Autres produits de gestion courante	
		<i>Dons manuels, mécénat</i>	
TOTAL CHARGES TTC	7 000,00	TOTAL PRODUITS	7 000,00

Considérant que conformément à la délibération n°2020/24 du 04 juillet 2020, le Maire est chargé par le conseil municipal de « demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions pour tout projet d'investissement ou de fonctionnement porté par la commune, sans limite de montant engagé ou sollicité »

Le Maire de Saint Hilaire de Brethmas,

DECIDE

- **DE SOLLICITER** l'aide de la région Occitanie pour le financement du Salon des arts 2023 selon le plan de financement prévisionnel ci-dessus.

A Saint Hilaire de Brethmas, Le 30 mars 2023

Le Maire,
Jean-Michel PERRET

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, sa transmission à Monsieur le Préfet du Gard, sa notification.
- Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.